L'ANTI CAPITALISTE

JOURNAL DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

81EME

30 NOVEMBRE 2012

GAUCHE ANTICAPITALISTE
CASE POSTALE 5210
1002 LAUSANNE

WWW.GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH
CONTACT@GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH

JAA - 1002 LAUSANNE
PP/JOURNAL

AVS
3 L'ARNAQUE CONTINUE!

GENÈVE: QU'EST-CE QUI FAIT COURIR PIERRE W.?

FRANCE
6 UN GRAND PROJET INUTILE ET IMPOSÉ

ÉTATS-UNIS: UNE HISTOIRE MÉCONNUE

PALESTINE

L'OCCUPATION NE CONNAÎT PAS DE TRÊVE

/ A l'affiche

Spiro **Latsis**

Il ne l'est pas souvent, à l'affiche, Spiro Latsis. Car, bien que grec, c'est une discrétion digne d'un banquier genevois qu'il cultive. De plus, propriétaire d'une bonne partie des médias grecs, il est à l'abri de la curiosité des paparazzi.

Sa vie d'homme d'affaires vaut pourtant son pesant d'or, encore plus au propre qu'au figuré, d'ailleurs. Première fortune de Grèce, estimée à 6 milliards de francs, il était en 2007, d'après *Forbes*, le 56e homme le plus riche de la planète, même si, depuis, la crise lui aurait fait perdre quelques places au firmament des nantis. D'après le magazine *Bilanz*, sa famille serait la septième des plus fortunées de Suisse.

Loin des nuisances de ce bas monde

Car c'est en Suisse, «far from wordly noise» comme il aime à le dire, que Spiro Latsis habite, à Bellevue au bord du Léman. Il y a une propriété de plus de 50 000 m² «avec bâtiments administratifs et villas résidentielles» comme le raconte *Bilanz*.

Le nid de verdure avait appartenu à la famille royale saoudienne avant d'être cédé aux Latsis: ils pouvaient, grâce à la nationalité suisse acquise par une partie de la famille, devenir propriétaires de ce bien dont le prince saoudien devait se séparer en raison de la Lex Friedrich sur la vente de biens immobiliers à des étrangers.

La propriété au bord du lac vient s'ajouter à une autre propriété de Spiro Latsis à Genève, la Banque de dépôt, achetée en 1979 par son père, John Spiridon, à une autre grande famille grecque, celle d'Aristote Onassis, grâce, paraît-il, à des capitaux d'origine saoudienne. La genevoise Banque de dépôt étoffe ainsi la panoplie des avoirs du holding des Latsis, EFG Group, ajoutant la gestion de fortune aux activités navales et pétrolières du groupe qui possède en sus la deuxième banque de Grèce, EFG Eurobank. C'est d'ailleurs à Genève que Spiro Latsis transfère le siège de la banque en 2005 et qu'elle entre en bourse.

C'est donc depuis les paisibles rives du Léman que «der reicher Grieche vom Genfersee» dirige un empire qui ne dédaigne point l'immobilier ou la location de bateaux et de jets privés. Et des affaires, il en fait, sans s'encombrer de préoccupations sociales.

Plusieurs cordes à son arc

En 2004 par exemple, c'est avec les crédits publics pour les Jeux Olympiques – dont le peuple grec paie encore et toujours la dette – que Latsis construit un centre commercial là où devaient être édifiés des logements sociaux, s'attirant de solides inimitiés.

Sur les traces de son père – qui aurait commencé comme simple vendeur de fruits secs avant de bâtir un empire – Spiro Latsis ne dédaigne pas le pétrole, au point d'être propriétaire de 30% d'Hellenic Petroleum. Cette société – familièrement nommée Elpe et qui en plus de contrôler l'ensemble de la filière est productrice d'électricité – résulte de la privatisation en 1998 de la société publique grecque d'exploitation pétrolière, la DEP, privatisation dont Latsis a été le bénéficiaire principal.

La location de bateaux et de jets privés le connaît aussi. Il va même jusqu'à louer son propre bateau, l'Alexander, un modeste navire de 122 mètres de long «disposant des dernières et plus sophistiquées commodités». Sa location à la semaine est de l'ordre de 630 000 euros: une affaire si l'on en croit sa présentation online puisque «l'offre a déjà été saisie par présidents, rois et autres célébrités»...

Des bienfaits de l'air marin

Mais Spiro Latsis n'est pas mesquin. C'est à titre gracieux qu'il y a huit ans il a fait profiter durant une semaine des joies de la navigation en haute mer son condisciple à Londres, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Et c'est justement des «aides» de l'Europe que la banque de Latsis, EFG, profite. Impliquée à hauteur de 12 milliards dans la dette grecque, elle ne se fait pas prier pour bénéficier de la «manne européenne».

Ainsi, lors du versement de la deuxième tranche de 18 milliards d'euros à la Grèce en mai dernier, la banque privée de Latsis a touché 4,2 milliards, à peine deux de moins que la banque nationale grecque! Pour ce faire, et malgré ses déclarations d'amour pour le bon air de la calme Genève, Latsis a déménagé le siège de EFG au Luxembourg en 2009.

Redevenue grecque par son installation dans un paradis fiscal de l'UE, la banque de Latsis pouvait ainsi de nouveau bénéficier des versements de l'Europe destinés à «sauver la Grèce».

Pendant que la population, elle, en est réduite à se contenter d'un salaire minimum de 522 euros par mois... Pour ceux qui en ont un, de salaire!

PAOLO GILARDI

PHOTO HTTP://WN.COM/SPIRO_LATSIS

Fallait **OSER !**

«Il va y avoir des gens qui ont les capacités de venir dans cette école, qui auraient pu avoir l'opportunité de venir faire de brillantes études, et qui vont être mis sur la touche.»

Un étudiant de l'EPFL, journal 19:30, RTS, 22 novembre 2012

La mise sur la touche de certains pourrait venir du doublement des taxes d'études à l'EPFL, proposition que le conseil des EPF doit aborder les 5 et 6 décembre. C'est pour cette raison que plus de 300 étudiants se sont réunis le 21 novembre au Rolex Learning Center pour dénoncer la possible dérive d'une EPFL réservée aux plus riches. En effet, 1240 francs en plus, c'est deux loyers supplémentaires ou un repas par jour par année universitaire. Mais le Conseil des EPF qui tranchera s'intéresse sans doute nettement plus aux dépenses de prestige pour des bâtiments publicitaires et dévoreurs d'espace qu'à l'accès large de ses cours. Notons que les dix membres de ce Conseil et son président sont, à une ou deux exceptions près, membres de conseils d'administration (CA) de grandes entreprises – Patrick Aebischer, président de l'EPFL, est au CA de Lonza et de Nestlé Health Sciences. Les EPF penchent donc largement vers le privé, ce qui n'est pas pour déplaire à un Pierre Weiss (PLR) qui défend sur son blog l'idée de taxes à au moins 1000 francs par mois!

En mars à Zurich et en mai à Saint-Gall, un «vent de révolte» (*Le Temps*, 19 mai 2012) étudiant a soufflé contre des projets de hausses de taxes avec des manifs fournies – que dire du printemps érable avec plus de 200 000 manifestants à Montréal! La résistance à ces hausses de frais et à la privatisation de l'éducation passe par la réappropriation de la rue et de la parole.

«Le coût de la main-d'œuvre n'est pas encore un problème. Le salaire minimum pour un ouvrier peu qualifié à Shanghai, où les salaires sont les plus élevés, est actuellement de 250 francs par mois.»

Nicolas Musy, *La Liberté*, 13 novembre 2012

Cet industriel implante et développe les affaires d'entreprises suisses en Chine. Le capitalisme, c'est ça: faire le maximum de profits. Le coût de la main-d'œuvre est donc un problème pour les propriétaires des moyens de production qui exploitent la population. En Suisse ou dans les pays développés, on prend des gants pour maintenir le mythe du capitalisme vertueux, du bon patron… Mais dans un pays violant les droits humains, c'est la curée. On exploite sans vergogne. Dans l'émission TTC du 12 novembre 2012 (RTS), le patron Alain Borle déclare corrompre les autorités locales comme «tout le monde à son niveau». Le premier soutien de ce système chinois antidémocratique, ce sont les capitalistes d'ici qui délocalisent là-bas et qui engraissent une élite bureaucratique qui règne sur une population opprimée et privée de droits.

«Je ne crois pas que Madame Sommaruga puisse être qualifiée d'une responsable politique qui foule aux pieds la dignité humaine.»

Philippe Leuba, RTS Info, 19 novembre 2012

Quand Leuba, conseiller d'Etat PLR vaudois, veut populariser de nouvelles régressions dans le domaine de l'asile, il s'appuie sur une conseillère fédérale socialiste, qui défend les vols spéciaux et propose des durcissements dans le droit d'asile. Leuba, chargé par le Conseil d'Etat vaudois, à majorité de gôche, de réaliser des économies dans le domaine, a constitué un groupe de travail qui a accouché d'un rapport interne du Service vaudois de la population (SPOP) et de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) proposant de repousser les déboutés à la montagne, les changer de foyer tous les jours, les priver d'assurance maladie, réduire la durée d'octroi de l'aide d'urgence… SPOP et EVAM sont dirigées respectivement par le Vert Erich Dürst et le socialiste Steve Maucci. Verts et socialistes peuvent faire les indignés: en plein délai référendaire contre les durcissements prévus au niveau fédéral dans le domaine de l'asile, ça fait tache!

AURÉLIEN MOREAU

/ Réforme de l'AVS

L'ARNAQUE CONTINUE

Après avoir fait miroiter que le système des trois piliers était le meilleur au monde, les autorités fédérales font marche arrière. Au menu: élévation de l'âge de la retraite, réduction des rentes par la non-indexation automatique et par la baisse du taux de référence.

Le projet du conseiller fédéral Berset sur le paquet AVS continue à entretenir la même vision catastrophiste: l'évolution de la démographie et l'augmentation de l'espérance de vie mettent en danger le niveau de couverture de l'assurance sociale.

Dans toutes ces analyses, aucun autre facteur n'est pris en compte. La croissance économique, l'augmentation toujours plus forte de la richesse et de la croissance et de sa concentration, les écarts de revenus et de fortune ne sont jamais pris en considération.

Des milliards pour les capitalistes

L'AVS n'est pas malade de la démographie ou de l'espérance de vie, elle est d'abord malade de la répartition de la prévoyance vieillesse en trois piliers, dont deux sont basés sur l'épargne individuelle. Le compte AVS répartit en permanence les rentes, soit 39 milliards de recettes annuelles. C'est un système simple et solidaire, facile à corriger et à piloter. Le 2e pilier est basé sur l'accumulation, c'est une épargne forcée d'une partie du salaire. Cela représente un pactole de 700 milliards de francs, une fois et demie le PIB de la Suisse. Ce jackpot bénéficie en premier lieu aux sociétés financières (et à leurs actionnaires) qui spéculent avec ces sommes faramineuses. Une manne permanente de capitaux, utilisable sans contrepartie. L'enjeu est fabuleux, ce qui fait dire à l'UDC Guy Parmelin: «Il ne faut pas chercher à donner plus de poids à l'AVS par rapport au 2e pilier.» Le «modéré» PDC Urs Schwaller renchérit: «Je m'opposerai à toute idée de rassembler les trois piliers en un seul.» (*Le Temps*, 21 novembre 2012)

En 1997, la moitié de la fortune totale était encore aux mains d'un peu plus de 4% de la population; dix ans plus tard, il s'agit d'un peu plus de 2%.

Entre 1990 et 2006, la somme des bénéfices imposables a explosé en Suisse, passant de 38,7 à 231,3 milliards. Mais le taux d'imposition a presque été divisé par un facteur 3, passant de 19,3% à 7,1%. Perte fiscale estimée à 29 milliards. Et les capitalistes continuent de se plaindre de payer trop d'impôts! Le problème n'est pas donc financier, mais politique: comment est répartie la richesse produite dans la société.

Dans une économie capitaliste, dès que la force de travail cesse de produire, elle n'intéresse plus les patrons, sauf si elle constitue encore un pouvoir d'achat substantiel. Pour une minorité de rentiers, l'ivresse des grandes croisières. Pour la majorité, les délices du M-budget. Evidemment, tous les patrons, grands ou petits, désirent travailler au-delà de 65 ans et continuer à s'enrichir comme ils l'ont fait jusqu'ici.

Rappelons le niveau des rentes AVS: entre 1160 et 2320 francs mensuels pour une rente simple, 3480 francs au maximum pour un couple. Les millionnaires apprécieront! S'il n'existait pas d'autres mécanismes d'aide (rentes complémentaires, subsides pour le logement et pour l'assurance-maladie), une grande partie de la population âgée vivrait dans une situation de pauvreté. L'existence même de ces aides est mise en danger par les coupes budgétaires, notamment au niveau cantonal. Cette solution n'est donc pas viable à long terme.

D'autres ressources sont disponibles

Augmenter les rentes AVS de 10% comme le propose le projet de l'USS nécessite environ 3 milliards de francs. L'achat de nouveaux avions de combat est devisé à environ 5 milliards de francs. Aucun des partis gouvernementaux ne remet en cause cette acquisition. Le Conseil fédéral est prêt à débourser 1 milliard comme garantie pour le projet de Jeux Olympiques aux Grisons. Il a accepté de perdre environ 7 milliards avec la révision fiscale des entreprises. D'autres cadeaux du même type sont prévus pour les nantis du système.

Jusqu'à présent, toutes les solutions de financement se réduisent à des augmentations de la TVA. C'est

un choix politique: taxer uniformément, indépendamment du niveau de richesse et de revenu.

C'est un comble que ce soit un petit parti bourgeois (le Parti évangélique) qui demande d'attribuer un impôt de 20% sur les successions et que les socialistes défendent les propositions de Berset.

Nous sommes favorables à une taxation des hauts revenus et des grandes fortunes, pour financer une sécurité sociale unique, en ayant rapatrié tous les capitaux du 2e pilier. Un large front sera nécessaire pour s'opposer à toutes ces propositions de régression sociale.

JOSÉ SANCHEZ

PHOTO MARC GIGASE

/ L'ÉDITO

Ouf! Ca y est, à Gaza c'est la trêve! Jusqu'au prochain coup de chaleur du côté de Tel Aviv ou jusqu'à ce que la prochaine roquette du désespoir vienne s'écraser dans la caillasse, interceptée par les systèmes antimissiles ultrasophistiqués israéliens. Soulagement à Washington, Londres et Paris, mais soulagement surtout pour la population de Gaza. Coupable de ne pas s'être soumise à l'autorité palestinienne qui, de reculade en capitulation, ne dispose plus d'aucune autre autorité que celle que l'oppresseur veut bien lui reconnaître, la population de Gaza vit depuis 2006 dans une prison à ciel ouvert de quelques milliers de kilomètres carrés.

Alors que tout le monde craignait une nouvelle opération «Plomb durci», comme il y a quatre ans, l'armée israélienne aurait fait preuve, cette fois-ci, de retenue: «seulement» 105 palestiniens tués contre plus de 1600 en 2008. N'empêche, les destructions sont là, et les deuils aussi.

Ouf! Pour les Gazaouis qui peuvent se coucher le soir ou se mettre à table en famille sans qu'une bombe vienne les envoyer dans l'autre monde sous prétexte «qu'une rampe de lancement de missiles» pourrait se cacher sous la table ou dans la chambre à coucher! Sauf que, si les bombardements connaissent une trêve – qui pourrait se révéler fort relative –, l'occupation, elle, n'en connaît aucune. Tout comme le mur de séparation ne connaît pas de brèches et les vexations quotidiennes subies par les Palestiniens ne connaissent pas de répit, l'occupation de la Palestine par une entité hostile n'est, malgré les cessez-le-feu, pas près de s'arrêter. De par sa nature, elle ne peut préparer que de nouvelles agressions dans la mesure où l'existence de l'Etat d'Israël ne peut s'accommoder de l'existence d'un peuple qui veut reprendre ses terres et, pour les 700 000 expulsés de 1947, y revenir.

De par l'affirmation d'une citoyenneté israélienne fondée sur l'appartenance religieuse, cette entité ne peut que discriminer les arabes d'Israël, puisqu'ils ne sont pas juifs. Et elle ne peut que considérer ces hommes et ces femmes qui vivent en Palestine comme un obstacle à la réalisation du rêve transcendant du Grand Israël. Dans les faits et dans leur quotidien, ces hommes et ces femmes sont réduits à un statut d'humains de deuxième zone dont les droits – à commencer par ceux, élémentaires, à la paix, à la terre, au travail – sont subordonnés à la «sécurité» des juifs.

Ainsi, la vraie menace pour la paix et la sécurité dans la région est bel et bien cette entité hostile implantée sur les terres des Palestiniens s'octroyant, dans ses actes et par son existence, un droit supérieur à celui des autres humains.

De leur côté, l'Europe et les Etats-Unis, toujours prompts à s'offusquer de la «riposte disproportionnée» d'Israël, légitiment, une fois de plus le droit de l'oppresseur «de se défendre» face à la résistance des opprimés. Ils sont, une fois encore, complices!

PAOLO GILARDI

/ En tricotant ma cagoule…

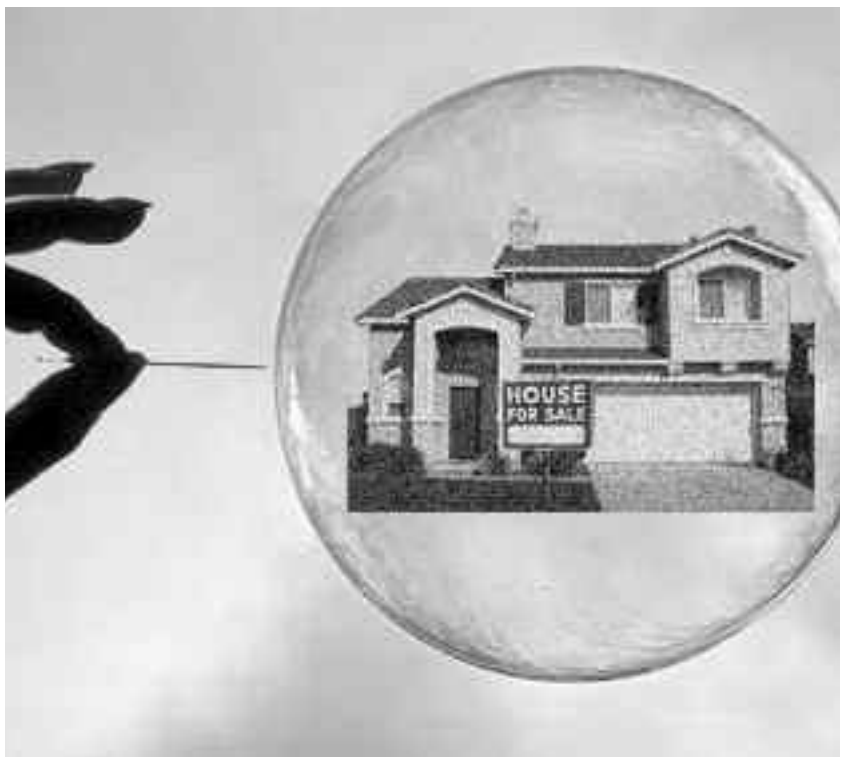
Sur l'Arc lémanique, dans une ville comme Lausanne, on nous dit que les loyers ont encore augmenté de 4% en quelques mois, après avoir pris 30% en dix ans.

Les pigeons seraient-ils victimes du syndrome de Stockholm ?

Quant au prix des appartements à vendre, il a augmenté de 60% en cinq ans. Quand on pense qu'un Jacques Mesrine prenait le risque de faire des attaques à main armée, alors qu'il suffisait de se mettre une cravate et de bosser dans l'immobilier. Résultat, les ménages suisses sont les plus endettés au monde, juste derrière les Néerlandais. La Hollande où la bulle immobilière a d'ailleurs éclaté il y a quelques mois avec des paquets de bicoques à vendre et des prix qui ne cessent de baisser. En Suisse, rien de tel pour l'instant même si la BNS tire fréquemment la sonnette d'alarme face à la surchauffe sur le marché de l'immobilier: 615 milliards de crédits hypothécaires sur le dos des ménages qui ont choisi de devenir propriétaires. C'est peu face aux 16 400 milliards de la dette américaine, mais nous n'avons pas de sixième flotte en Méditerranée pour éviter de passer à la caisse le cas échéant.

Les Suisses, marionnettes entre les mains de leurs banquiers

Des Suisses qui doivent 615 milliards soit 76% de la dette hypothécaire de l'ensemble du pays, alors qu'elle n'est que de 64% en Espagne et de 22% en Italie. Avec une telle masse d'Italiens propriétaires de leur logement, pas étonnant que Berlusconi ait amusé ses concitoyens aussi longtemps! Et pourquoi tout est-il fait pour donner envie aux Suisses de devenir proprios? Les banques, sur le point de ne plus gagner grand-chose avec le secret bancaire depuis le fiasco de Rubik, ont certainement une partie de la réponse. L'autre partie tenant à des raisons idéologiques et politiques, liée à la vision ultralibérale du monde partagée par la majeure partie des gens qui ont le pouvoir dans ce pays. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine jusqu'en 2006, et maître à penser des néolibéraux pendant des décennies, avait une vision bien particulière de l'accession à la propriété. Dans ses mémoires, même après le drame des *subprimes* qui a mis plus de 8 millions d'Américains à la rue, il allait jusqu'à dire: «J'estime toujours que l'augmentation du nombre de propriétaires renforçait le soutien au capitalisme de marché. J'estimais donc, et continuais de le faire, que l'élargissement de la propriété immobilière individuelle valait bien l'accroissement du risque. La protection des droits de propriété, si essentielle dans une économie de marché, requiert une masse critique de propriétaires pour conserver un soutien politique.»



En clair, selon Alan Greenspan et ses émules, plus il y a de propriétaires soucieux de défendre leur bien, plus il y a d'électeurs prêts à naturellement soutenir une politique de droite. Du coup, faut-il s'étonner que depuis vingt ans, tout ait été fait pour transformer une majorité de Suisses issus de la classe moyenne en propriétaires?

ERIC GROSJEAN

PHOTO CONTREPOINTS.ORG

Un numéro sur deux, Eric Grosjean vient secouer l'actualité dans cette tribune libre.

/ Vu d'Amérique

Un grand pas en avant pour la dignité ouvrière !

Le 23 novembre, des grèves contre le géant de la grande surface Walmart ont eu lieu dans une centaine de villes, accompagnées d'un millier d'actions de solidarité à travers le pays.

Les salariés de Walmart ont de quoi protester, ne serait-ce que parce leur salaire moyen est de 8,81 dollars de l'heure. Un tiers d'entre eux ne travaillent que 28 heures par semaine, ce qui est une astuce de la direction pour limiter le nombre des salariés ayant droit aux prestations sociales comme l'assurance maladie. Mais ce qui apparemment est le plus ressenti par le personnel, c'est le climat oppressif entretenu par la direction, qui pratique la rétorsion contre tout salarié qui ose ne serait-ce que se plaindre de ce régime. Aucun syndicat n'a jamais réussi à s'implanter chez Walmart.

L'exploitation brutale chez Walmart n'est pas limitée aux magasins, qu'ils soient aux Etats-Unis ou dans d'autres pays. Les conditions dans les usines et ateliers où sont fabriqués les produits vendus dans les magasins sont atroces. A preuve, l'incendie qui a coûté la vie d'au moins 117 salariés le 25 novembre dans une usine au Bangladesh fabriquant des vêtements pour des sociétés occidentales, dont Walmart.

Les grévistes et leur organisation, OUR Walmart, ont choisi le Black Friday – le jour après Thanksgiving qui est traditionnellement le jour au cours duquel les magasins réalisent, dans la perspective de Noël, le plus gros chiffre d'affaires de l'année (la bourse varie d'ailleurs en fonction du volume des ventes).

Harcèlement et intimidation

Dans les jours qui ont précédé la grève, la direction de Walmart a lancé une campagne de pression et propagande pour dissuader les salariés de participer à la grève.

La mobilisation a été très inégale selon les villes et les magasins. Dans certains, des dizaines d'ouvriers ont participé tandis que dans d'autres aucun travailleur n'a fait la grève ni même manifesté. Dans certaines villes la police a encadré les manifestants d'une manière menaçante. Ailleurs, les manifestants armés de pancartes ont pu investir les magasins pour y diffuser des tracts. A Chicago, 400 manifestants, dont quelques salariés de Walmart, ont circulé en autocar d'un magasin à l'autre dans une sorte de manifestation mobile.

L'organisation OUR Walmart est soutenue par le syndicat UFCW qui depuis longtemps déploie des efforts d'implantation chez Walmart. La confédération syndicale AFL-CIO semble aussi s'investir dans cette lutte malgré l'échec de ses tentatives antérieures d'implantation. Le mouvement Occupy s'est aussi mobilisé en solidarité avec les grévistes.

Dans la lutte actuelle les ouvriers revendiquent la fin du harcèlement et des intimidations contre ceux qui demandent de meilleures conditions de travail et un salaire au-dessus du seuil de pauvreté. La question de la reconnaissance du syndicat n'est pas à l'ordre de jour pour l'instant, ce qui relève d'un choix tactique à ce stade de la lutte.

Début d'une lutte prolongée?

La grande presse a beaucoup parlé de la grève. On a cité les plaintes et les revendications des salariés. Des millions de gens ont été informés des conditions de travail chez Walmart et savent que c'est pour la dignité au travail et pour des salaires suffisants pour vivre que les salariés du géant de la distribution se révoltent.

Même si la campagne d'intimidation a rendu la participation aux grèves assez modeste, les actions du Black Friday revêtent une importance certaine pour la lutte dans des secteurs aux traditions antisyndicales et aux bas salaires, qui sont une réalité du capitalisme actuel.

KEITH MANN

Rubrique bimensuelle de Keith Mann, professeur d'histoire et de sociologie dans une université du Wisconsin et membre de Solidarity, une des organisations de la gauche radicale aux Etats-Unis.

/ Genève

MAIS QU'EST-CE QUI FAIT DONC COURIR PIERRE W. ?

Quand le gouvernement genevois a présenté son projet de budget pour 2013, c'est lui qui a emmené la coalition PLR-UCD-MCG qui a renvoyé le projet à l'expéditeur. «Pas assez d'économies sur la fonction publique!» a tonné Pierre Weiss (voir aussi *L'Anticapitaliste*, No 77), puisque c'est de lui qu'il s'agit.

Pourtant, le projet n'était pas nécessairement généreux avec les services publics et leurs employés. Au contraire, par ses coupes dans les subventions, c'est la suppression de dizaines de postes qu'il aurait provoquée, comme à l'Université, malgré l'augmentation du nombre d'étudiants. Idem dans les hôpitaux où le plan concocté par Boston Consulting Group – entreprise nord-américaine spécialisée dans la destruction d'entreprises – prévoit la suppression de 400 à 600 postes d'ici 2015; idem aussi pour le Planning familial qui en viendrait à être pratiquement supprimé.

Insuffisant, donc pour Pierre Weiss qui exige de nouvelles coupes et notamment le remplacement de la moitié seulement des départs à la retraite ainsi que le blocage des salaires du personnel de l'Etat de Genève. De plus, le PLR, qui a empêché au Grand Conseil la suppression du bouclier fiscal pour les plus riches, propose l'augmentation de 25 à 365 francs pour tous les contribuables de l'antisociale taxe personnelle et l'externalisation et la suppression de services, à l'image de l'Office des droits humains récemment fermé.

L'intransigeance de Pierre Weiss a payé puisque le Conseil d'Etat vient de présenter une nouvelle mouture du budget qui ajoute aux économies déjà prévues la suppression de 55 postes au Département de l'instruction publique!

Subsidiarité, quand tu nous tiens

Les intentions sont claires, transparentes. D'un côté, on réduit ou on supprime des services – Planning familial, droits humains – que les bourgeois considèrent comme superflus. De l'autre, ce qui est visé, c'est la détérioration des conditions dans lesquelles les services publics fournissent des prestations à la population et, partant, la détérioration des prestations elles-mêmes.

Car des hôpitaux qui fonctionnent moins bien, voire mal, légitiment le besoin de cliniques performantes – grâce aussi à une pression sur le personnel bien plus importante que dans les hôpitaux publics –, des cliniques privées.

Car une école dans laquelle on ne remplacerait que la moitié des 900 départs à la retraite prévus en 2013 ne serait pas en mesure de garantir la qualité de l'enseignement que pourraient dispenser les écoles privées. D'autant que le budget d'austérité bloque la construction de nouveaux bâtiments scolaires et la modernisation de ceux qui existent déjà.

Mais comme cliniques et écoles privées sont payantes, Weiss & Cie sont là pour exiger la possibilité de déduire ces frais de l'impôt, ce qui constitue une subvention indirecte à ces structures privées particulièrement rentables pour les investisseurs.

Ce qui n'est qu'une traduction dans les faits de la nouvelle Constitution qui consacre la «subsidiarité de l'Etat par rapport à l'initiative privée».

Voilà ce qui fait courir Pierre Weiss, ce député que *La Tribune de Genève* a, à juste titre, qualifié de «porte-parole des patrons».

PAOLO GILARDI

PHOTO HTTP://LECOURRIER.CH

Le 6 décembre, c'est la grève !

Avec le Cartel intersyndical, le SSP appelle le personnel de la fonction publique à faire grève toute la journée le 6 décembre prochain. Le SSP:

Exige
- le renforcement de la dotation des services pour répondre aux besoins de la population;
- le renforcement de la dotation des hôpitaux;
- le maintien du pont de fin d'année (du 24 décembre au 1er janvier);
- le versement intégral de l'annuité;
- le maintien de tous les postes prévus dans le PB 2013 initial;

Refuse
- toute nouvelle coupe linéaire;
- toute augmentation de la taxe personnelle;
- la suppression de l'exonération des taxes pour les étudiant-e-s résidant dans le canton;

S'oppose
- à tout projet de détérioration ou suppression du PLEND;
- à toute velléité de ne pas remplacer les départs des fonctionnaires;
- à toute idée d'augmenter le temps de travail;
- à tout licenciement économique;

Demande
- l'abolition des privilèges fiscaux et le rétablissement d'une fiscalité plus juste.

La Gauche anticapitaliste vous invite à faire grève et à participer à la

manifestation

qui clora la journée de grève à 16h30 à la Place Neuve.

GA-GENÈVE

/ LE FIL D'ARIANE

Lu avec le plus grand intérêt la brochure du RAGE (réseau antifasciste Genève) distribuée lors de la manifestation du 9 novembre. Cela faisait longtemps que je n'avais rien vu d'aussi clair, incisif et percutant. Revigorant. Bon, ça gratte un peu là où ça fait mal et chacun à gauche en prend pour son grade: partis, syndicats, parlementaires, vieux trotskistes et socialistes gauche-caviar, partisans de la pacification sociale, adeptes de la collaboration de classe et de la bien-pensance citoyenne, j'en passe et des meilleures… Mais c'est somme toute assez salutaire. Comme une paire de claques pour nous remettre les idées en place. On ne pourra pas dire qu'on ne l'a pas cherché, quand on voit la faiblesse des réponses de la gauche au merdier ambiant!

Vous trouverez cette brochure et d'autres textes commis par le RAGE sur son site http://rage.noblogs.org, mais je profite déjà de cette chronique pour dire à quel point je partage son analyse à propos de notre impuissance à combattre le fascisme qui gangrène notre humanité. Et notre Humanité.

Les fascistes ne sont rien moins que les chiens de garde de l'ordre bourgeois et du capital. Il faut le dire et le redire haut et fort, aussi souvent que nécessaire pour ne laisser aucun doute quant à la connivence entre les barons de la finance en costume trois pièces se délectant de champagnes millésimés et les petits nazillons au crâne rasé abreuvés de Kro paradant fièrement dans leur bomber. Ce n'est même pas que le capitalisme engendre le fascisme, c'est que le fascisme – même s'il se prétend anticapitaliste – est partie intégrante du capitalisme, comme moyen ultime (avant la guerre?) de maintenir l'ordre par la terreur, la haine et la violence, quand la colère et les aspirations des peuples deviennent par trop menaçantes pour les intérêts de la bourgeoisie.

Nous le savons. Nous le savons et pourtant, nous ne sommes pas à la hauteur. Nous avons bâché comme des veaux face au délire sécuritaire imposé par la droite puis repris sans vergogne par une partie de la «gauche». Et nous sommes encore en dessous de tout face au durcissement de la politique migratoire qui, loi après loi, attise à chaque fois un peu plus le racisme et la xénophobie et fait des plus faibles d'entre nous les têtes de turcs d'un système assassin, victimes expiatoires de tant de frustration…

Après l'insouciance et l'indifférence arrive l'acceptation. On est alors plus très loin de la collaboration. Faudrait voir à réagir avant qu'il ne soit trop tard…

ARIANE BAILAT

Tribune libre d'Ariane Bailat, militante libertaire, ancienne syndicaliste reconvertie en tenancière de bistrot à Genève.

/ France

Puisqu'on vous dit que c'est moderne !

Il était une fois un Grand projet inutile et imposé, dans l'ouest de la France à côté de Nantes. Situé sur 2000 hectares de terres agricoles bocagères et de zones humides, ce grand projet est très cher à Jean-Marc Ayrault, qui fut maire de Nantes jusqu'à sa nomination comme Premier ministre en juin 2012… Mais il pourrait aussi finir par coûter cher au gouvernement.
Ce projet est symptomatique d'un modèle de développement basé sur le profit capitaliste, la course au productivisme qui sacrifie terres, paysans et populations locales.

C'est dans les années soixante que le site de Notre-Dame-des-Landes fut choisi pour la construction d'un aéroport destiné à remplacer celui existant, Nantes Atlantique. A l'époque, il s'agissait d'accueillir le Concorde et on ne parlait pas trop de fin du pétrole… Depuis, d'expropriations de la plupart des agriculteurs en place (une quarantaine) en collusions avec les intérêts privés, que ce soit sous la «gauche» ou la droite, le projet a continué son chemin. En janvier 2011, le gouvernement a octroyé le contrat de concession, de construction et d'exploitation (et ce pour une durée de cinquante-cinq ans!) à la multinationale du béton, le groupe Vinci.

Projet nuisible et aberrant

Alors que la France compte déjà plus de 156 aéroports, contre 45 en Allemagne et 160 en Grande-Bretagne, les pouvoirs publics s'entêtent dans un projet aberrant sur les plans écologique, économique et social. Sans parler des formes antidémocratiques et maintenant, militaires… Voilà en effet un projet inutile, puisque l'aéroport existant est en sous-capacité et que des travaux pourraient améliorer son fonctionnement; il est nuisible car il détruirait des terres agricoles, nourricières, à proximité de la métropole de Nantes. Du point de vue de l'emploi, qui est l'argument massue employé par les promoteurs du projet, on est aussi dans de l'insensé: il s'agirait de déplacer des populations pour travailler sur le site de l'aéroport, tout en méprisant le réseau d'emplois locaux liés à l'agriculture. Enfin, alors que nos responsables politiques nous matraquent de mesures d'austérité, voilà bien un projet gaspilleur d'argent public: coût annoncé (et vraisemblablement sous-estimé) de 551 millions d'euros.

Un collectif de nouveaux habitants de la ZAD (zone d'aménagement différé, devenue zone à défendre) s'est constitué. Ces jeunes occupants se sont installés sur les terres et y vivent en expérimentant de nouvelles méthodes collectives, de rénovation écologique de l'habitat, de cultures autonomes et d'échanges.

En 2011, un rassemblement politique et une manifestation tracto-vélo, ainsi qu'en juillet 2012, l'accueil de la réunion du 2e Forum européen contre les Grands projets inutiles, ont permis de relancer la mobilisation de façon nationale puis européenne. Depuis, un appel international a été lancé et les liens avec le collectif No TAV (contre la ligne à grande vitesse Lyon-Turin, voir *L'Anticapitaliste* n° 66, 30 mars 2012) et d'autres grandes luttes européennes sont importants.

L'Etat recourt à la brutalité

Ces dernières semaines, la tension est montée de plusieurs crans face à l'invasion policière et armée commandée par l'Etat afin de permettre à Vinci de commencer à défricher le site. Le recours à la brutalité a été total: engins de chantier pour démolir les maisons, grenades assourdissantes tirées à proximité directe des gens, tirs tendus de grandes lacrymogènes, démolition selon des procédures illégales…

Le 17 novembre dernier, près de 40 000 personnes se sont rassemblées à Notre-Dame-des-Landes pour une manifestation de «ré-occupation» suite à la vague d'expulsions. Depuis, la répression et le déploiement militaire continuent. Mais les soutiens s'élargissent: dans toutes les villes de France, des rassemblements ou manifestations ont été organisés en soutien, devant les préfectures, les immeubles de Vinci ou même les locaux du PS. A Nantes samedi dernier, où la manifestation a été violemment dispersée par des canons à eau, les militants scandaient «Ayrault démission!». Pour calmer le jeu, le gouvernement a annoncé la mise en place d'une «commission de dialogue». Cette affaire met également en difficulté la coalition que le PS forme avec Europe Ecologie-Les Verts au gouvernement puisque les Verts avaient juré sur le site en 2011 qu'ils n'entreraient pas dans un gouvernement qui ne reviendrait pas sur le projet d'aéroport…

Symbole national et européen

Ce projet est un symbole national, et même européen, il s'agit bien, alors que le désastre environnemental et social mondial est clairement apparent, de désigner les responsables et de nous prononcer sur le type de société que nous voulons mettre en place. Le système capitaliste est au paroxysme de ses contradictions et de sa folie destructrice!

Le 8 décembre, journée internationale de mobilisation contre les Grands projets inutiles et imposés, sera sans doute une étape très importante pour la poursuite et l'amplification de la résistance… En France, on fait désormais référence au Larzac ou à Plogoff, qui ont été des causes victorieuses contre les dominants… Une victoire à Notre-Dame-des-Landes apporterait un grand souffle d'air et d'énergie!

LAURENCE LYONNAIS & MYLÈNE BOUCHENTER

PHOTO HTTPS://PICASAWEB.GOOGLE.COM/113382718807039752437

Plus d'infos:

http://acipa.free.fr et http://zad.nadir.org

/ D'UN CONTINENT À L'AUTRE

CONTUNDENTE, LA HUELGA!

C'est la plus grande grève générale des dix dernières années, celle qui a eu lieu le 20 novembre en Argentine. Transports publics au garage, écoles fermées et usines en grève ont marqué la grève appelée conjointement par la CGT, la Confédération générale du travail, et la CTA, la Centrale des travailleurs d'Argentine, pour défendre les salaires et les conditions de travail.
Contrairement à celle décrétée d'en haut par la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre, la grève argentine exprime la multiplication de luttes à la base contre les «plans d'ajustement», c'est-à-dire d'austérité, du gouvernement de Cristina Kirchner. Son succès a été au-delà de toutes les attentes, «contundente», indiscutable.
Par sa capacité de coaliser autour d'elle des secteurs sociaux plus larges, la classe ouvrière en Argentine semble, par cette grève générale réussie, être en mesure de stimuler le développement d'une opposition différente de celle des vieux partis, péroniste et radical, qui ont gouverné le pays au cours de ces vingt-cinq dernières années.
A suivre, donc…

BREAD AND ROSES

«Comment pouvais-je ne pas répondre à une demande de solidarité de la part de travailleurs qui ont été licenciés pour avoir défendu leurs droits? Accepter le prix en faisant juste quelques commentaires critiques aurait été hypocrite.» C'est en ces termes que Ken Loach a refusé le 20 novembre le prix que le Festival du film de Turin qui se tient jusqu'au 1er décembre voulait lui décerner pour l'ensemble de son œuvre.
Faisant un parallèle entre le personnel de nettoyage des salles du festival licencié par une société privée et son film *Bread & Roses*, Ken Loach, 76 ans, a fait une fois de plus preuve d'une intransigeance qu'on aimerait applaudir chez d'autres, cinéastes, intellectuels et, même, militants…

INDE: PAR MILLIONS CONTRE WALMART ET CARREFOUR

Après la grève du 20 septembre suivie par 50 millions de paysans et d'épiciers, la mobilisation s'est poursuivie ces dernières semaines dans toute l'Inde contre la loi qui autorise l'ouverture de grandes surfaces.
Dénonçant l'asphyxie programmée de l'agriculture traditionnelle, de la paysannerie et du petit commerce, et les famines programmées, la lutte s'intensifie alors que ces géants que sont Auchan, Carrefour et autres Walmart préparent déjà leur entrée sur ce marché d'un milliard de consommateurs qui sont aussi, accessoirement, des êtres humains.

PIERRE FRANTI

/ A lire

HISTORY NOW !

La véritable histoire des Etats-Unis est méconnue, y compris en Europe, et souvent remplacée par des mythes et des lieux communs. Une conversation inédite * éclaire les zones d'ombre.

Tariq Ali est historien et écrivain, né au Pakistan, et une des figures de la «nouvelle gauche» anti-impérialiste en Angleterre dans les années 1960. Le réalisateur Oliver Stone (*Salvador*, *Platoon*, *Wall Street*, *JFK*, *Nixon*) voulait réaliser un grand documentaire sur «l'histoire non dite des Etats-Unis». Ce livre est le résultat de la discussion entre ces deux personnalités.

La théorie des dominos

Parmi les épisodes méconnus figure le renversement du président Soekarno en Indonésie en 1965. Soekarno a été avec Nehru l'un des initiateurs du mouvement des pays «non alignés», né avec l'avènement de nouveaux pays issus de l'éclatement des anciens empires coloniaux. Ce coup d'Etat a pourtant une importance considérable. D'abord parce qu'une répression sanglante va détruire le plus grand parti communiste du monde (hors de la Chine et de l'URSS). Les militaires indonésiens vont tuer près d'un demi-million de personnes et donner une stabilité au nouveau régime de Suharto sur une marée de cadavres. Déjà à l'époque des groupes fondamentalistes musulmans avaient été utilisés pour la répression.

Ensuite, le succès de coup d'Etat va pousser les Etats-Unis à intervenir massivement au Vietnam, avec la même ligne de conduite: détruire militairement l'ennemi politique. Cela va ouvrir une crise au sein même du pays: «Que la révolte ait gagné les rangs de l'armée, que les GI aient manifesté leur opposition au conflit a été absolument fondamental, je crois. Aucun évènement de ce type ne s'était produit dans l'histoire des Etats-Unis, ni dans l'histoire de la plupart des autres nations. Il faut remonter à la Première Guerre mondiale pour voir des révoltes de soldats.» Pour Tariq Ali, «cela montrait le meilleur visage des Etats-Unis». Il observe aussi que le gouvernement avait compris «qu'on ne peut plus faire la guerre avec une armée de conscrits», ouvrant la porte à une armée professionnelle et aux mercenaires.

Autre aspect de l'intervention américaine, son action au Pakistan, qui manifeste ses effets encore aujourd'hui. «Les Etats-Unis ne pouvaient pas agir en Inde, mais ils ont réussi à faire du Pakistan une base américaine en octobre 1958 en organisant un coup d'Etat.» Cette action vise à limiter l'indépendance de l'Inde, un des pays initiateurs du mouvement des «non alignés» et à présenter une menace militaire permanente.

«Le passé récèle trop de savoir»

La lecture de ce dialogue constitue donc une série de révélations passionnantes et pertinentes. La peur de la révolution en Europe va pousser l'entrée en guerre en 1917. Elle alimentera aussi un fort courant «neutraliste» face à la victoire du nazisme et la guerre en Europe. Pourquoi privilégier l'ancienne puissance coloniale, alors que l'Allemagne a un gouvernement anticommuniste?

En conclusion, Tariq Ali nous livre ses appréhensions et ses doutes quant à la possibilité de changements révolutionnaires. Néanmoins il constate: «Il y a une vérité universelle qu'experts et politiques doivent reconnaître: les esclaves et les paysans n'obéissent pas toujours à leurs maîtres… Pourquoi cela devrait-il changer au XXIe siècle?»

JOSÉ SANCHEZ

* *L'histoire non dite des Etats-Unis, conversation entre Tariq Ali et Oliver Stone*, Ed. Galaade, 2012.

/ Le chiffre de la quinzaine

21 000 À 32 000 MILLIARDS

AURÉLIEN MOREAU

C'est le montant en dollars d'avoirs qui sont dissimulés et échappent au fisc grâce aux placements offshore. Il s'agit d'une nouvelle estimation de Tax Justice Network qui date de juillet 2012. La précédente, datant de 2005 (et reprise par *L'Hebdo* dans son article «Fiscalité, offshore mode d'emploi» du 8 novembre 2012), était de 11 000 milliards. En sept ans, l'estimation de la fortune cachée a été multipliée par deux à trois! Il s'agit d'un sacré paquet de biffetons: ce montant correspond au PIB cumulé des Etats-Unis et de la Chine pour l'estimation basse (ajouter le Japon et l'Allemagne pour la haute)! Les banques suisses gèrent 27% de la fortune privée mondiale offshore (hors du pays de résidence), devant le Royaume-Uni et ses affidés (24%) et les Etats-Unis et ses satellites (19%). Ces dernières années, l'ébranlement du secret bancaire provient d'une lutte de pouvoir entre places d'évasions fiscales, la place anglo-saxonne et ses trusts visant à déstabiliser la Suisse et son secret bancaire. Certains, en Suisse, s'insurgent devant cet état de fait, les profiteurs de ce secret bancaire ou leurs défenseurs, comme Myret Zaki dans son ouvrage *Le Secret bancaire est mort, vive l'évasion fiscale* (2010).

La place financière suisse se fait déposséder d'une partie de son arsenal d'aide aux ultrariches ou grandes entreprises pour échapper à l'impôt, et il faudrait dénoncer cela? Ce qu'il faut dénoncer, ce n'est pas la guerre que des concurrents capitalistes se livrent (étonnant de voir que les chantres de la concurrence lui sont opposés dès que leurs intérêts à eux sont en jeu), mais plutôt leurs similaires agissements. La place financière suisse, qui aura dans l'histoire perdu une bataille mais conserve les moyens nécessaires pour voir venir et s'adapter, permet d'ouvrir des comptes pour des sociétés offshore dans des paradis fiscaux (*L'Hebdo*, 8 novembre 2012) et conserve une législation favorable qui permet à des grands groupes de piller les richesses du Tiers-monde sans avoir à payer d'impôt sur place (rapatriement des profits). Défendre la place financière suisse, c'est défendre la misère dans les pays pauvres.

Les institutions suisses peuvent racheter une image à bon compte au pays en versant des aides (publiques): elles ne compensent de loin pas le pillage (privé) de la place financière qu'elles servent.

/ L'AGENDA MILITANT

PALESTINE: FILMER C'EST EXISTER

Rencontres-cinéma
Du 29 novembre au 2 décembre
Genève, cinéma Spoutnik
Programme: www.urgencepalestine.ch

«ÇA SUFFIT ON RENTRE!»

Film-documentaire
Dimanche 2 décembre, 18 h
Lausanne, cinéma Oblò
Infos: www.oblo.ch

SOUTIEN AUX EMPLOYÉS DE LA PROVIDENCE

Manif
Mercredi 5 décembre, 7 h 30
Neuchâtel, Hôpital de la Providence
Infos: www.solidarite-laprovidence.ch

GRÈCE : FACE À LA CRISE, QUELLES ALTERNATIVES ?

Conférence-débat
Jeudi 6 décembre, 19 h
Lausanne,rue des Fleurettes 2
Avec Dimitris Daskalakis, militant grec
Infos: www.gauche-anticapitaliste.ch

«MATIÈRES PREMIÈRES»

Prép. de l'Antisommet mondial
Samedi 8 décembre, 13 h 30
Lausanne, Pôle Sud, av. J.-J.-Mercier 3

/ IMPRESSUM

Editeur / Gauche anticapitaliste

GA GAUCHE ANTICAPITALISTE

L'Anticapitaliste
case postale 5210
1002 Lausanne

CCP 17-335173-2

Parution bimensuelle

Abonnements
Annuel / 80 francs
Etudiants-chômeurs-précaires / 45 francs
De soutien / dès 120 francs

ISSN / 1663-1560

FSC www.fsc.org
RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C003528

/ Trêve à Gaza

UNE DÉFAITE DÉFINITIVE ?

Au lendemain du cessez-le-feu à propos de Gaza, 75% des juifs israéliens ont déclaré le considérer comme une défaite tandis que les réservistes encore déployés le long de la frontière avec Gaza se sont dit déçus par le gouvernement.

Shahul Mofaz, le leader du parti Kadima, concurrent direct de la coalition Netanyahu-Libermann aux prochaines élections, caractérise la trêve de reculade tandis que le «pacifiste» A. B. Yehoshua invite le gouvernement israélien à se déclarer en guerre contre Gaza et souhaite un siège qui coupe l'approvisionnement de la bande en électricité et en vivres. Les paroles de Yehoshua ne peuvent surprendre que les naïfs ou les malhonnêtes. Mais la donnée la plus grave et la plus préoccupante est le fait que l'opposition à l'agression n'a été le fait que d'une frange très marginale de la société israélienne.

Le chauvinisme, le racisme, les outrances dont ont été abreuvés les Israéliens durant les douze dernières années, tout comme l'augmentation exponentielle de la violence dans une escalade continue depuis la réoccupation militaire de la Cisjordanie en 2000, ont, hélas, donné des fruits empoisonnés. D'ailleurs, le ministre Libermann, raciste notoire, n'a pas manqué de franchise en affirmant que la tâche du prochain gouvernement sera «de terminer le boulot» avec l'invasion terrestre.

Défaite historique?

Le peuple palestinien a certainement fait preuve d'une infinie patience dans sa résistance quotidienne à l'occupation, à la répression, à l'apartheid, au siège, aux massacres. Mais le peuple palestinien n'est pas fait que de héros. En ce sens, il est réjouissant que l'accord de cessez-le-feu intervenu le 21 novembre contienne des engagements en vue de l'ouverture des points de passage et que, vingt-quatre heures seulement après son entrée en vigueur, Israël ait autorisé les pêcheurs de Gaza à dépasser la limite des trois milles marins fixée jusqu'ici et qu'il ait retiré son armée de la frontière avec Gaza.

Tous ces éléments sont pourtant affaiblis par le fait que jamais dans son histoire Israël n'a respecté ses engagements. Les déclarations de Netanyahu lors de la conférence de presse du 21 novembre sont explicites. Tout en annonçant le cessez-le-feu, il déclarait se rendre compte «qu'il y a des citoyens qui attendent une initiative militaire plus forte et qu'on pourrait bien être obligé de la mettre en œuvre. Mais, pour le moment, ce qui est juste pour Israël, c'est d'explorer la possibilité de trouver un cessez-le-feu à long terme.»

Mais, en mars dernier déjà, Jaabari – le leader militaire du Hamas exécuté dans le cadre d'une intervention ciblée – s'apprêtait à proposer une trêve de quinze ans. Ce n'est pas secondaire et cela démontre que c'est dans cette direction que la situation évoluait. Avec cette dernière agression, Israël voulait réduire le Hamas à la capitulation. Il a échoué et même obtenu des résultats opposés à ceux qu'il espérait. Mais les enjeux impliquent aussi d'autres secteurs du peuple palestinien. Ainsi, lever la pression sur Gaza permet à Israël d'avoir les mains plus libres en Cisjordanie en rendant «définitives» les frontières déterminées par la construction du mur, en rendant irréversible la colonisation d'une large partie de la Palestine.

Dans ce contexte, les trois protagonsites déterminants – le gouvernement israélien, l'Autorité palestinienne et le Hamas – sont tout sauf fiables. En particulier, Israël fera tout pour empêcher que les différents leaderships palestiniens retrouvent l'unité, ce qui constituerait le véritable obstacle aux plans de colonisation. Or, rien n'est plus dangereux que l'affrontement militaire. La disproportion des forces est telle que le choix militaire ne pourrait avoir comme résultat final, nullement souhaitable, que la mise en place de nouvelles agressions de la part d'Israël, qui en a les moyens.

Un besoin d'alternatives

A l'évidence, le cadre global n'est ni simple ni rassurant. Le seul véritable espoir serait l'émergence au sein du scénario proche-oriental et palestinien d'une véritable alternative politique remettant en cause les équilibres politiques, qui jusqu'à ce jour ont toujours été, d'une manière ou d'une autre, fonctionnels à des intérêts étrangers, sinon hostiles, aux peuples de la région.

Et tout cela au-delà des bonnes intentions – dont sont notoirement pavés les chemins de l'enfer – et des tonitruantes proclamations de victoire «définitive».

CINZIA NACHIRA *

*Auteure notamment de *Identità e conflitto, il caso israeliano-palestinese*, 2010.
Une version longue de cet article, en italien, est disponible sur le site www.sinistra-anticapitalista.ch

Abonnez-vous !

VOUS AVEZ REÇU CE JOURNAL, ÉDITÉ PAR LA GAUCHE ANTICAPITALISTE, À TITRE PROMOTIONNEL. SI VOUS SOUHAITEZ CONTINUER À NOUS LIRE, TOUTES LES DEUX SEMAINES, RIEN DE PLUS SIMPLE: ABONNEZ-VOUS AU MOYEN DU BULLETIN DE VERSEMENT CI-DESSUS!

SI VOUS AVEZ PAYÉ UN ABONNEMENT, CETTE ANNONCE NE VOUS CONCERNE PAS. L'ÉCHÉANCE DE L'ABONNEMENT FIGURE SUR L'ÉTIQUETTE EN HAUT DE LA PREMIÈRE PAGE (ECH: N° X).

/ La photo

LA CULTURE DES MATRAQUES / UNE PHOTO DE WWW.STOPCENSURA.COM Dans le cadre de la grève européenne contre l'austérité du 14 novembre dernier, les étudiants italiens ont manifesté dans de nombreuses villes. Leurs revendications étaient simples: non à la privatisation du système scolaire, oui au droit à la culture et à un futur meilleur. Mario Monti, le premier ministre représentant des banques, leur a montré la seule culture disponible: celle de classe, garnie de coups de matraques et de négation des droits élémentaires.